

René BROSSEAU

DÉPARTEMENT DU CALVADOS

Circonscription de LISIEUX-FALAISE (2e)

Elections Législatives du 5 Mars 1967

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 5 Mars prochain vous élirez votre Député. C'est l'occasion de vous prononcer sur la Politique Gaulliste.

Il s'agit de savoir si la politique gaulliste va se poursuivre.

— La production augmente mais le pouvoir d'achat diminue. Le Patronat et le Gouvernement s'opposent aux justes revendications des masses laborieuses.

— Le chômage augmente, l'insécurité de l'emploi grandit notamment dans les usines de Falaise et chez les mineurs.

— La Sécurité Sociale est menacée par les projets DEBRÉ.

— La construction de logements est insuffisante et ceux que l'on construit sont inaccessibles aux travailleurs compte tenu du prix des loyers (exemple Z. U. P. de Lisieux).

— L'équipement scolaire retarde. L'Education Nationale ne reçoit que 15,8 % du Budget de l'Etat.

— La fiscalité est de plus en plus lourde pour les travailleurs.

— Le budget militaire absorbe plus du quart des ressources de l'Etat. La force de frappe pèse lourdement sur l'économie. Elle constitue un obstacle au désarmement, encourage le militarisme allemand.

Par une loi électorale injuste, le pouvoir personnel s'appuie à l'Assemblée Nationale sur une majorité inconditionnelle. Les votes du Docteur Bisson, député sortant, sont une démonstration de cet accord sans réserve.

Les Communistes luttent pour des changements décisifs.

Ils refusent le pouvoir personnel soutenu par M. Bisson.
Ils refusent le retour au passé et à la soumission aux Américains, défendu par le candidat du « *Centre Démocrate de Lecanuet* », M. A. de ROUVILLE.

Ils proposent un programme novateur et réalisable.

POUR LA DÉMOCRATIE

— En finir avec le pouvoir personnel.
— Etablir la souveraineté du peuple, par l'élection d'une Assemblée Nationale représentative.
— Restaurer la laïcité de l'Ecole et de l'Etat.
— Garantir la libre activité des partis et organisations démocratiques.
— Assurer l'extension et le respect des libertés communales et syndicales.
— Donner à la Radio et à la Télévision un statut démocratique.

POUR UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

— Nationalisation des grands monopoles (Mines, Sidérurgie, Automobile, Electronique, Banque), etc.
— Participation des syndicats à la gestion démocratique des entreprises.
— Améliorer les conditions de vie par l'augmentation des salaires, traitements, pensions, retraites et prestations familiales ; réduire le temps de travail sans diminution du salaire, suppression des abattements de zone.
— Démocratisation de la fiscalité en faisant payer davantage les grosses fortunes et moins les petits contribuables.
— Appliquer un plan économique assurant le développement des régions, le plein emploi et utilisant toutes les ressources régionales et locales.
— Soutenir la paysannerie laborieuse, aider efficacement les exploitations familiales et la coopération agricole.

POUR LE PROGRÈS SOCIAL

— Donner à l'Ecole la place qui lui revient, investissements prioritaires pour l'école publique et la formation nombreuse de maîtres qualifiés.

— Développer la formation professionnelle des jeunes.

— Gratuité totale des fournitures scolaires.

— Résoudre la crise du logement par la construction massive de logements H. L. M. à des prix abordables

— Le double rôle social de la femme (mère et travailleuse) exige en plus de la protection du travail féminin, la création de crèches et de garderies.

— Pour l'enfance, développement de la médecine préventive, de colonies sanitaires, de vacances et de classes de neige.

— Donner à la jeunesse l'accès à la culture et aux sports.

— Développer les Maisons de Jeunes.

— Accorder aux équipements sportifs les finances indispensables.

— Garantir une vieillesse heureuse par l'octroi de retraites décentes, la création de maisons de retraite et de foyers logements comme ceux existant à Dives et Fleury-sur-Orne.

EN POLITIQUE EXTÉRIEURE

— Coexistence pacifique, développement des relations économiques et culturelles avec tous les pays, initiations pour le désarmement général, abandon de la force de frappe et utilisation pacifique de l'énergie atomique.

— Solidarité avec les peuples opprimés, dans le présent, agir pour qu'il soit mis fin à l'agression contre le Viet-Nam.

— Opposition aux entreprises du militarisme Ouest Allemand.

* * * *

Telles sont les grandes lignes du programme que nous vous soumettons.

Son application dépend de la réalisation de l'Union des Forces Ouvrières et Démocratiques pour laquelle nous n'avons jamais cessé d'œuvrer. Des progrès ont été réalisés dans ce sens, mais seul l'accord des forces de gauche sur un programme commun de gouvernement permettra l'avènement d'une démocratie réelle et d'une politique de progrès social.

POUR FAIRE ECHEC AU CANDIDAT DE L'U. N. R. ET DU POUVOIR PERSONNEL, AU CANDIDAT DE LA RÉACTION « CENTRISTE »,

POUR LA SATISFACTION DE VOS REVENDICATIONS,

POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE LA CIRCONSCRIPTION,

POUR UNE FRANCE DÉMOCRATIQUE INDÉPENDANTE, PACIFIQUE ET PROSPÈRE,

VOTEZ pour :

René BROSSEAU

Délégué Mineur
Maire de POTIGNY
Membre du Bureau Fédéral du Parti Communiste Français

Candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
pour l'Union des Forces de Gauche et Démocratiques

Suppléant : André HAMON
Confiseur
Ancien interné politique

IMP. M. REMONDIN - FALAISE